



POWER
in
a UNION

industriAll Europe
Conférence de mi-mandat

Une voix forte pour les travailleurs
de l'industrie en Europe

Plan stratégique

2023 - 2025

Au moment où nous avons commencé la rédaction du plan stratégique, l'Europe est en plein cœur d'une crise économique et structurelle qui ne ressemble à rien de ce que la plupart des Européens ont connu au cours de leur vie, une crise qui menace notre modèle socio-économique actuel et met notre industrie face à des enjeux majeurs.

Nous traversons actuellement une nouvelle crise économique qui menace l'unité du tissu socio-économique de l'UE. Parmi de nombreux autres conflits armés, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, combinée à la spéculation sur le marché des matières premières, ainsi que les nouvelles réalités géopolitiques modifient les perspectives socio-économiques et plongent l'Europe dans des incertitudes politiques. L'inflation atteint des niveaux records. La crise énergétique, due aux dépendances aux importations de gaz, à l'augmentation de la demande en électricité et à l'échec du modèle de tarification actuel, menace de paralyser l'industrie européenne. La montée en flèche du coût de la vie augmente les inégalités sociales, diminue le pouvoir d'achat des travailleurs¹ européens, fait tomber des millions de personnes dans la pauvreté et alimente les craintes de troubles sociaux.

Nous ne pouvons pas prédire si la guerre sera terminée lorsque nous discuterons du plan stratégique à Thessalonique, mais nous savons d'ores et déjà que dans les années à venir, nous devons continuer de gérer les terribles conséquences de la guerre combinées aux séquelles de la crise de la COVID-19.

Ce contexte nous force à repenser les relations géopolitiques de l'Europe. La Chine et les Etats-Unis intensifient leurs efforts pour devenir leaders dans la production de technologies futures cruciales. C'est dans ce cadre que la loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA) a été créée afin de soutenir l'industrie américaine dans sa transition énergétique, avec l'objectif de réindustrialiser le pays en mettant l'accent sur le développement et la création d'emplois représentés par des syndicats et bien rémunérés. L'Europe doit maintenant trouver une réponse qui mette l'accent sur les emplois de qualité et représentés par des syndicats ainsi que sur les investissements publics pour la transformation de notre industrie.

Il sera nécessaire de faire front face aux multinationales qui se concentrent uniquement sur des profits court-termistes. Le rôle d'industriAll Europe sera de lutter et de s'opposer aux délocalisations et aux pertes d'emplois issus de choix qui n'ont source que dans l'augmentation des profits d'actionnaires sans prendre en compte la pérennité des entreprises et des emplois.

Dans ce contexte, les activités d'industriAll Europe pour la période 2023-2025 porteront sur 3 grandes priorités :

- Renforcer le pouvoir des syndicats pour des emplois industriels solides et durables en Europe
- Renforcer le pouvoir des syndicats pour des salaires et des conditions de travail équitables
- Renforcer le pouvoir des syndicats pour la solidarité et la paix en Europe

Il est essentiel de renforcer le pouvoir des syndicats pour accroître notre influence et réaliser nos priorités. Le recrutement et la syndicalisation de nouveaux membres dans tous les secteurs et parmi les différents groupes ainsi que la fidélisation des membres sont essentiels pour atteindre nos objectifs politiques. Nous devons également renforcer notre pouvoir de mobilisation.

Nous ne pouvons pas construire des syndicats si les syndicats, les membres d'un syndicat et les travailleurs sont menacés et parfois condamnés pour ce qu'ils sont et les actions qu'ils mènent. IndustriAll Europe et ses membres doivent donc mobiliser tous les outils et réseaux pour venir en aide à tous ceux qui sont menacés, poursuivis et parfois même injustement condamnés. Les forces du travail doivent alors se

¹ Par travailleurs, nous entendons les travailleurs et les travailleuses.

mobiliser pour soutenir ces salariés et faire plier les directions. Les gouvernements nationaux et l'UE doivent protéger et garantir la liberté d'association, le libre exercice de l'activité syndicale, la libre expression et surtout la non-ingérence des employeurs dans la vie des organisations syndicales.

A ce titre, il convient de profiter des élections européennes de 2024 pour faire entendre notre voix. Il faut expliquer clairement pourquoi les élections sont si importantes pour les syndicats de l'industrie en cette décennie capitale ainsi que pour l'agenda de l'UE en matière de politique industrielle.

1. Renforcer le pouvoir des syndicats pour des emplois industriels solides et durables en Europe

Au sein d'industriAll Europe, nous partageons la conviction que l'Europe a besoin d'une stratégie industrielle ambitieuse orientée vers l'avenir. Au cours des dernières décennies, des pans entiers de la production européenne ont été délocalisés, et nous en payons actuellement le prix fort. Il faut donc davantage de mise en réseau entre les partenaires européens - une coordination entre eux et non une concurrence sauvage. Pour cela, nous avons besoin de stratégies politiques en matière d'investissement et d'innovation. Nous avons besoin d'alliances et de clusters intelligents pour les domaines industriels dans lesquels l'Europe est forte, afin de les ramener au premier plan international. Il faut un engagement massif de moyens et une volonté absolue de promouvoir la réindustrialisation de l'Europe. Il faut mettre en place une politique de réindustrialisation qui sera répartie sur tous les pays grâce au retour des activités et produits stratégiques pour l'Europe. L'Europe doit jouer son rôle de puissance industrielle et politique pour défendre son marché intérieur et ses emplois.

Pour construire des syndicats industriels forts, nous avons besoin d'industries fortes et stables. De même, pour construire un tissu industriel fort et durable, nous avons besoin d'organiser collectivement les travailleurs à chaque étape des chaînes d'approvisionnement industrielles où les droits des travailleurs, syndicaux et humains fondamentaux sont respectés. Sans durabilité, il n'y a pas de stabilité. Sans justice sociale, il n'y a pas d'industries durables.

Ce n'est qu'avec des industries durables offrant de bons emplois avec des conditions de travail négociées et des garanties sociales élevées que nous pourrions assurer la prospérité de cette génération et des générations futures. Cette décennie est cruciale en termes d'investissements dans la transformation et le développement d'industries bas carbone durables. La double transition écologique et numérique est en marche, en Europe et dans le reste du monde. L'enjeu pour nous en tant que syndicats de l'industrie est de veiller à ce que les travailleurs soient au cœur de cette transformation. La pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont mis en évidence les faiblesses des chaînes de valeur mondiales, des stratégies et des dépendances énergétiques et elles ont conduit à faire reculer la pure doctrine du marché au profit d'une action incitative de l'Etat et d'une politique industrielle active. Tandis que le marché est réglementé pour des raisons environnementales, les politiciens ont une responsabilité directe dans la mise en place des outils nécessaires pour mener à bien une transition juste et ordonnée à travers un dialogue social centré sur les travailleurs. La décarbonation et la numérisation doivent avoir lieu sans entraîner de désindustrialisation, compte tenu de la concurrence mondiale féroce dans de nombreux secteurs et de l'absence de conditions de concurrence équitables au niveau mondial.

Nous nous engageons à respecter les objectifs climatiques de l'UE. Alors que d'autres rejoignent l'Europe dans la transition écologique, un effort et une coopération de nature véritablement mondiale est nécessaire pour enrayer efficacement l'impact écologique de la production industrielle sur le climat et l'environnement. La technologie seule ne permettra pas de réussir ces transitions ou de les rendre

équitable, cela ne sera possible que s'il existe un agenda social fort – une véritable transition juste. Les travailleurs et leurs syndicats ont un rôle essentiel afin de garantir la création, la transformation et le maintien d'emplois industriels de qualité. Les travailleurs des industries carbonées, porteurs de projet de transition/transformation doivent être entendus. Leurs projets, portés par leurs syndicats, doivent être étudiés avant que des décisions ne soient prises.

La transition juste et les mutations technologiques qui l'accompagnent doivent permettre de stimuler un nouvel essor industriel en adéquation avec les besoins des travailleurs. IndustriAll Europe défend des emplois durables, bien payés et avec des conditions de travail de haut niveau partout en Europe. L'Europe doit réorienter les moyens et instruments en direction d'une décarbonation respectueuse de l'environnement et des travailleurs. Notre avenir ne doit pas se décider sans nous !

- i. Nous réclamerons la mise en œuvre d'une politique industrielle européenne inclusive, durable et résiliente, qui renforce l'autonomie stratégique de l'Europe, respecte le commerce international équitable et durable, encourage la croissance et le progrès social dans les différentes régions d'Europe et empêche la concurrence entre les régions pour attirer les investissements et pour lutter contre la désindustrialisation en s'assurant que les fonds publics des Etats membres et de l'Union européenne sont assortis de conditions exécutoires en matière de justice sociale. L'ensemble des aides doivent être conditionnées à la protection et à la garantie de l'emploi de qualité. Dans ce cadre, la distribution de dividendes doit également être conditionnée et contrôlée. Nous insistons sur une redistribution plus équitable de la richesse. Il convient d'accompagner activement les propositions européennes en faveur d'une stratégie industrielle verte européenne et de réclamer des mesures rapides pour mettre en œuvre une réponse européenne déterminée à la loi américaine IRA. Cette réponse doit tendre vers un commerce international équitable et une coopération dans le but commun de parvenir à une transition écologique, la réponse doit aussi être écologique, socialement juste et donc orientée vers un renforcement des syndicats européens, et prévoir des conditions contraignantes pour le commerce et le développement durable et leur application. Des initiatives basées sur la solidarité sont nécessaires pour soutenir les travailleurs de l'industrie et les secteurs critiques, tels que le secteur automobile et les secteurs complexes à décarboner, pendant la transition.
- ii. Développer une approche syndicale commune envers la réforme de la loi sur la concurrence et la révision du régime relatif aux aides d'Etat, qui doit être soumis à des conditionnalités sociales et environnementales.
- iii. Nous nous opposerons aux stratégies d'entreprise purement axées sur les actionnaires, qui conduisent à la désindustrialisation de l'Europe en développant des alternatives industrielles durables au moyen d'une forte coordination syndicale dans les entreprises multinationales.
- iv. Nous examinerons et remettrons en question en permanence les conséquences sur la quantité et la qualité des emplois dans nos industries. Nous défendrons et encouragerons des conditions de travail de qualité et durables et des environnements de travail sûrs et sains, nous mettrons l'accent sur la santé professionnelle et la prévention des risques professionnels, nous chercherons à réduire les accidents de travail et nous contribuerons, à travers la formation, à remédier à la pénurie de main d'œuvre et de compétences et à faire appliquer la législation en matière de santé et sécurité au travail.
- v. Nous signalerons que les pénuries de main d'œuvre et de compétences nécessaires dues à un manque de formation au cours de la vie professionnelle risquent d'entraver une transformation équitable et d'avoir de graves répercussions sur les travailleurs. Il est essentiel de veiller à ce que les plans de relance nationaux et le semestre européen prévoient des programmes de

- développement et de perfectionnement des compétences, qui facilitent les transitions entre emplois et garantissent que personne ne reste sur le carreau.
- vi. Nous développerons des concepts et des plans de syndicalisation pour les industries et les entreprises émergentes, tout en renforçant les taux de syndicalisation dans les industries existantes. Nous aiderons nos organisations affiliées en mobilisant la solidarité syndicale et entreprendrons toutes les démarches nécessaires pour protéger les salariés, les syndiqués et les syndicats qui sont menacés dans leur action syndicale, soit par les entreprises soit par les gouvernements nationaux eux-mêmes. Nous aiderons nos organisations affiliées à développer de nouvelles stratégies et de nouveaux outils pour organiser, recruter et former davantage de membres et pour conclure des conventions collectives nationales et sectorielles fortes. Une attention particulière sera accordée aux lieux de travail dans les nouvelles industries émergentes (en raison de la numérisation et de l'écologisation des industries) et à l'organisation numérique.
 - vii. Nous nous engagerons particulièrement auprès des jeunes en défendant des programmes d'apprentissage et de formation (ou des voies équivalentes) avec des garanties d'embauche ainsi que des bonnes conditions de travail et des contrats à temps plein à durée indéterminée.
 - viii. Nous tiendrons compte dans toutes nos demandes de la perspective du genre pour garantir l'égalité et la non-discrimination sur la base du genre. Nous veillerons à encourager la présence de femmes dans les professions techniques et les domaines des STIM où elles sont sous-représentées, d'une part comme solution à la pénurie de compétences, et d'autre part, pour leur offrir de meilleurs salaires et de meilleures opportunités de carrière dans les professions techniques.
 - ix. Nous ferons campagne, au-delà de l'urgence énergétique, pour une révision de la politique énergétique de l'UE qui garantisse un approvisionnement stable en électricité et en gaz bas carbone et abordable pour un avenir durable. L'énergie ne peut pas être gérée uniquement par le marché ; le système doit être correctement réglementé et organisé pour garantir un approvisionnement en énergie propre, sûr et abordable pour tous, en tant que bien commun. Les spéculations et la réalisation de profits sur les biens de première nécessité doivent être dénoncées et empêchées par un contrôle des prix, et nous devons continuer à lutter contre les mesures de libéralisation des biens et services de première nécessité.
 - x. Nous nous engagerons à garder le cap sur notre devoir collectif envers les générations futures en termes de neutralité carbone à l'horizon 2050, de zéro déchet et de développement d'une économie circulaire. Cela doit aller de pair avec un programme de transition juste qui permet une réindustrialisation effective et garantit une solution pour chaque travailleur et chaque région grâce à la planification, l'anticipation et la gestion du changement.
 - xi. Nous explorerons le potentiel des technologies numériques pour soutenir la transition vers une industrie pérenne, intelligente, propre et innovante, qui crée de la valeur ajoutée pour une société équitable et inclusive, en s'appuyant sur une approche sociale et écologique solide de l'industrie. Nous exigeons que l'UE consacre des fonds importants à la recherche fondamentale pour assurer ces objectifs.
 - xii. Nous réclamerons des mesures pour remédier aux pénuries d'approvisionnement en composants et matériaux clés. Il faut s'assurer qu'à l'avenir, aucune dépendance unilatérale vis-à-vis de tiers ne se crée, ce qui mettrait en danger la production industrielle et l'approvisionnement des personnes en biens essentiels en Europe (y compris l'approvisionnement médical). La situation actuelle a mis en évidence la nécessité stratégique d'une autosuffisance européenne dans les industries clés (notamment en termes d'investissements en R&D), ainsi que la nécessité d'avoir des politiques fortes sur l'activité minière essentielle et de promouvoir l'économie circulaire.
 - xiii. Nous nous efforcerons de garantir que les politiques macroéconomiques sont en ligne avec nos objectifs de politique industrielle.

- xiv. Nous réclamerons l'adoption rapide de la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Une réglementation à l'échelle européenne devrait fixer une norme minimum commune, mais aucun pays ne devrait être empêché de prendre des mesures plus progressives. Nous nous engageons pour une solution européenne afin que les entreprises ne se contentent pas de respecter les normes fondamentales du travail de l'OIT et les normes environnementales, mais qu'elles les promeuvent et les mettent en œuvre également de manière proactive dans l'ensemble de la chaîne de valeur. IndustriAll Europe devrait jouer avec IndustriALL Global Union, un rôle de collaboration avec les syndicats du pays où se trouve le siège de l'entreprise, lorsqu'il s'agit de traiter des plaintes relatives aux violations du devoir de vigilance en matière de droits humains.

2. Renforcer le pouvoir des syndicats pour des salaires et des conditions de travail équitables

Le dialogue social, les négociations collectives et la participation des travailleurs ont démontré leur efficacité dans la lutte contre la pandémie. L'importance des négociations collectives et du dialogue social étant de plus en plus reconnue, nous nous efforcerons de renforcer le pouvoir des travailleurs afin qu'ils puissent récolter le fruit de leur travail et piloter la transition. Des négociations collectives fortes dépendent d'une triple volonté : d'abord celle des organisations syndicales et des employeurs mais aussi celle des gouvernements nationaux qui doivent promouvoir et non empêcher les négociations. Aujourd'hui, dans beaucoup de pays européens, on en vient à négocier une réduction des droits, et cela n'est pas acceptable. Des négociations collectives fortes dépendent d'une base solide de membres. Nous continuerons de défendre l'autonomie des partenaires sociaux et de soutenir nos organisations affiliées dans le développement de nouvelles stratégies et de nouveaux outils pour recruter davantage de membres et conclure des conventions collectives, en accordant une attention particulière aux emplois dans les nouvelles industries émergentes et à l'organisation du nouveau monde du travail « normal ». Une reprise menée par les investissements et les salaires est la seule façon de sortir de cette crise, les appels à l'austérité doivent être réduits au silence.

- i. Nous ferons campagne pour une hausse des salaires équitable afin de protéger le pouvoir d'achat et permettre aux travailleurs de vivre bien de leur salaire et de garantir que les travailleurs reçoivent une part équitable de la richesse qu'ils ont contribué à créer. La crise actuelle du coût de la vie montre que l'inflation n'est pas alimentée par les salaires ; c'est la vraie cause profonde de l'inflation qu'il faut combattre. La première étape consiste donc à augmenter sensiblement les salaires réels et à maintenir les mécanismes salariaux de compensation de l'inflation afin de relancer l'économie. IndustriAll Europe et ses membres doivent porter haut la revendication d'un plus juste partage des richesses.
- ii. Nous dénoncerons et combattons le dumping social sur les emplois et les conditions de travail et de vie des travailleurs.
- iii. Nous renforcerons les systèmes de négociation collective, en les reconstruisant là où ils ont été démantelés et en veillant à ce qu'ils offrent des solutions équitables et collectives pour tous.
- iv. Nous profiterons de la directive sur la transparence des salaires pour tenter de réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et nous renforcerons également notre coordination pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de travail.
- v. Nous aiderons les organisations affiliées à industriAll Europe à développer de nouvelles stratégies et de nouveaux outils afin de recruter et de syndicaliser davantage de membres, de développer l'espace de négociation et d'augmenter la couverture des négociations collectives. Cet objectif sera également atteint en s'appuyant sur l'initiative de l'UE sur le dialogue social et sur l'adoption

de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats et à la promotion des négociations collectives. Il convient de souligner ici qu'il est de la responsabilité des gouvernements nationaux de mettre en œuvre les plans d'action nationaux de manière cohérente. Nous promouvons le message positif des syndicats, qui prône l'amélioration de la vie de tous les travailleurs ainsi que les avantages de l'affiliation syndicale pour les travailleurs et la société dans son ensemble.

- vi. Nous lutterons contre l'évasion fiscale, les paradis fiscaux et pour un système fiscal progressif équitable, y compris la taxation des profits exceptionnels, l'introduction d'un impôt (minimum) ambitieux sur les sociétés et une redistribution plus juste de la richesse en général (y compris à travers des mécanismes de protection sociale dotés de ressources suffisantes), car l'augmentation des inégalités déchire le tissu social de nos sociétés, et la concurrence fiscale au sein de l'Union européenne est ruineuse.
- vii. Nous renforcerons l'information, la consultation et la participation effectives des travailleurs dans les entreprises transnationales pour garantir qu'ils aient voix au chapitre au stade le plus précoce des processus stratégiques et qu'ils soient pleinement impliqués dans la gestion de la transformation de nos industries. Nous ferons campagne pour que l'UE se dote d'un cadre légal solide pour plus de démocratie au travail (une directive CEE renforcée en ligne avec les demandes du Parlement européen), pour une plus grande transparence des entreprises (normes européennes ambitieuses en matière de publication d'informations pour les entreprises) et pour leur transposition effective dans les législations nationales.
- viii. Nous renforcerons le pouvoir des représentants syndicaux dans les entreprises multinationales et des coordinateurs qui assistent les comités d'entreprise européens et les sociétés européennes (SE) en fournissant des orientations politiques et des recommandations pratiques sur la manière de mettre en œuvre et de renforcer le fonctionnement des CEE/CE-SE ainsi que le dialogue transnational sur les questions stratégiques et la vigilance quant au recul des droits des travailleurs à la participation.
- ix. Nous nous appuierons sur la nouvelle initiative de la Commission européenne et sur la législation européenne relative au dialogue social et aux négociations collectives pour promouvoir le dialogue social tant au niveau national qu'europpéen afin de renforcer les droits des travailleurs. Le dialogue social européen (au niveau des branches et au niveau interprofessionnel) doit être rendu possible régulièrement et personnellement. Il doit continuer à recevoir de la part de la Commission européenne les moyens financiers appropriés. Lorsque demandé, les accords entre les partenaires sociaux doivent être immédiatement transposés en législation contraignante par les institutions européennes.
- x. Nous encouragerons un dialogue social actif ainsi que l'implication et la participation des travailleurs sur le lieu de travail et à tous les niveaux car ils sont la base d'une transition juste et ordonnée. Le soutien de l'UE pour le développement des capacités des syndicats est nécessaire. A cet égard, nous nous efforcerons de garantir que les administrations et gouvernements nationaux impliquent les syndicats dans l'administration, la gestion et la supervision des fonds européens destinés au développement du tissu industriel des Etats membres.
- xi. Nous dénoncerons toute attaque contre le droit à la négociation collective, le droit de grève et contre tout autre droit syndical et liberté syndicale. Nous renforcerons notre réseau syndical solidaire afin de défendre l'exercice des droits syndicaux de l'ensemble de nos membres.
- xii. Nous nous intéresserons à la numérisation et à ses conséquences sur le monde du travail. Nous veillerons à ce que les travailleurs, les entreprises et la société dans son ensemble profitent des avantages de la numérisation et nous veillerons ce qu'elle soit dûment réglementée, négociée collectivement et évaluée en termes de risques, notamment en ce qui concerne les systèmes d'IA.

- xiii. Nous lutterons pour des emplois décents pour tous et contre les emplois précaires, notamment en défendant des politiques du temps de travail qui garantissent, créent et redistribuent les emplois et qui améliorent la santé et la sécurité au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, tout en tenant compte de la dimension du genre dans l'approche pour des conditions de travail décentes.
- xiv. Nous promovons la convergence vers le haut entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, les centres et les périphéries, nous lutterons contre l'exploitation des travailleurs migrants sur le marché du travail et nous réclamerons une révision du système d'accueil européen contre l'idée d'une Europe forteresse aux frontières de laquelle des personnes continuent de mourir.

3. Renforcer le pouvoir des syndicats pour la solidarité et la paix en Europe

Nous devons revendiquer et souligner la valeur de nos victoires lorsqu'elles se présentent. Le plan de relance historique de l'UE et la mutualisation de la dette commune ont été une victoire dans notre campagne pour une Europe plus sociale au cours de la dernière décennie. Mais il y a toujours de nouveaux défis à relever. Nous ne pouvons pas ignorer le fait que la détérioration du niveau de vie des citoyens et la hausse du chômage ont alimenté les solutions nationalistes ainsi que la montée des idées populistes et des idées et des partis d'extrême-droite. La coopération européenne doit permettre de créer une solidarité entre les pays et les peuples ainsi que des échanges commerciaux fondés sur des règles universelles au bénéfice de l'humain et de la planète. En outre, cette solidarité doit s'étendre à nos frontières continentales et au-delà. Nous devons nous unir et agir contre les inégalités structurelles et la discrimination. Alors que certaines entreprises tentent de tirer profit de la situation et d'opposer les travailleurs entre eux dans et entre les pays, nous devons créer une solidarité transnationale entre nos membres de différents pays et renforcer notre unité en œuvrant pour plus de démocratie au travail, en prenant la parole les uns pour les autres pour défendre les droits et les emplois de chacun et en faisant preuve de solidarité avec les travailleurs tout au long de nos chaînes de valeur industrielles. Nous lutterons et nous nous opposerons aux délocalisations et aux pertes d'emplois issus de choix qui n'ont source que dans l'augmentation des profits d'actionnaires sans prendre en compte la pérennité des entreprises et des emplois. Nous nous engageons à œuvrer pour l'égalité des droits et des chances sur le lieu de travail et à combattre toute forme de discrimination.

- i. Nous suivons de près le semestre européen et la préparation du Sommet social tripartite et nous y participerons afin de nous assurer que l'austérité ne revienne pas à l'ordre du jour politique alors qu'une récession se profile et que les banques centrales du monde entier se tournent vers des politiques budgétaires plus strictes. Les politiques d'austérité ne permettront pas de réaliser les ambitions du pacte vert et du socle européen des droits sociaux. Elles n'aideront pas à sortir de la crise.
- ii. Nous encouragerons un dialogue social actif, la participation des travailleurs et les négociations collectives comme solution et démontrerons l'importance des syndicats pour tous sur le lieu de travail.
- iii. Nous renforcerons la solidarité entre les pays et envers les travailleurs touchés par des crises successives. La coopération et la solidarité doivent également être démontrées et renforcées par et entre les gouvernements, les employeurs et les partenaires sociaux. Aucun pays ne peut faire face à ces crises seul, et la solidarité doit s'étendre à tous les acteurs économiques et sociaux. Nous devons trouver de véritables solutions européennes et faire preuve de solidarité !
- iv. Nous appellerons les travailleurs à résister aux sirènes des politiciens populistes et xénophobes et à rester unis pour garantir que nous sortions renforcés et non divisés de tout cela. Plus la situation économique des travailleurs devient précaire et plus ils perçoivent la concurrence des migrants,

plus ils se tournent vers des politiciens populistes et xénophobes. En tant que syndicats, nous devons résister à cela et rester unis afin d'éviter la division.

- v. Nous serons pleinement solidaires du peuple d'Ukraine, de nos frères et sœurs du mouvement syndical et nous réitérons notre demande d'arrêt immédiat des actes de guerre russes, tout en appelant au dialogue et à des pourparlers de paix. Les institutions de l'UE doivent faire tout leur possible pour contribuer à la paix conformément à la déclaration du traité de fondation. C'est la force du droit qui prévaut en Europe, et jamais la loi du plus fort.
- vi. Nous formulerons une réponse forte contre les stratégies et les discours populistes, extrémistes et de l'extrême droite et nous développerons des actions syndicales cohérentes pour défendre et renforcer la démocratie et l'Etat de droit. Nous sensibiliserons à ces stratégies sur le lieu de travail, nous identifierons et encouragerons les accords et les clauses négociés par les syndicats pour combattre ces stratégies sur le lieu de travail.

Conclusion : le renforcement du pouvoir des syndicats chez industriAll Europe est au cœur de notre travail

Des syndicats forts sont indispensables pour des industries fortes et durables en Europe, qui assurent une prospérité commune à nos sociétés et à nos travailleurs et soutiennent la cohésion sociale et la paix en Europe. Nous nous engageons à renforcer le pouvoir de notre mouvement et de nos syndicats afin de créer les bases d'une bonne société pour tous.

Nous devons utiliser les deux prochaines années jusqu'au Congrès d'industriAll Europe pour avoir un débat sur la manière dont une base d'adhérents plus forte et son ancrage dans les entreprises peuvent être compris et renforcés comme une ressource de pouvoir déterminante. Il s'agit de recruter des membres, de développer l'organisation et d'élargir les compétences pour relever les défis actuels de la transformation.

Cela présuppose avant tout la volonté d'un changement de conscience et de culture chez les membres d'industriAll Europe eux-mêmes.

Dans ce contexte, un échange transnational d'expériences mutuelles est un facteur de réussite décisif, et industriAll Europe pourrait jouer un rôle déterminant dans l'organisation et la coordination de cet échange et être un moteur dynamique dans le changement nécessaire, tant en interne qu'en externe auprès des décideurs politiques pour une meilleure prise en considération de notre rôle. Notre voix et notre action collectives doivent être claires, unies et visibles.



www.industrial-all-europe.eu

info@industrial-all-europe.eu

Tél: +32 2 226.00.50

 [industriAll Europe](#)

 [industriAll_EU](#)

 [industriAll_Europe](#)